

DIPLÔME D'UNIVERSITÉ

ACCESSIBLE EN
FORMATION CONTINUE



Lieu de la formation

Angers et à distance

Contacts

severine.planchenault@univ-angers.fr
Tél. : 02 44 68 86 85

Responsables pédagogiques

David NIGET (Université d'Angers)
david.niget@univ-angers.fr
et
Delphine BRUGGEMAN (ENPJJ)
delphine.bruggeman@justice.fr

Adresse web

www.univ-angers.fr/formationpro



Partenaire



Avec le soutien de



DROITS DES ENFANTS ET PRATIQUES PROFESSIONNELLES

Présentation

Les droits des enfants occupent une part croissante au sein des politiques publiques, au fondement de la citoyenneté, cherchant à **promouvoir les capacités des jeunes à orienter leur propre vie et à agir sur leur environnement politique**. Ces droits se sont construits au XXe siècle dans une large acception : droits civils (en justice notamment), mais aussi droits sociaux et culturels (droit à la santé, à l'éducation, aux loisirs...), aboutissant, notamment, à la proclamation de la Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE) en 1989. Investie d'un rôle politique fort, l'enfance est devenue, au XXe siècle, une « cause » dont les enjeux ont dépassé la simple protection des enfants eux-mêmes.

La volonté de créer un Diplôme d'Université consacré à la question des droits des enfants est née d'un constat partagé de la part des chercheurs de l'Université d'Angers spécialisés dans l'histoire des droits des enfants et des formatrices-teurs de l'École nationale de protection judiciaire de la jeunesse – ENPJJ : un **écart persistant entre l'énonciation des droits et leur mise en application**. Aussi, il apparaît aujourd'hui nécessaire de penser les droits des enfants non seulement de manière descendante (normative), mais aussi **d'inscrire ces droits dans les pratiques des professionnels intervenant auprès des mineurs**.

Le D.U. Droits des enfants et pratiques professionnelles, porté conjointement par l'Université d'Angers et l'ENPJJ, met en avant les Sciences sociales et les humanités pour analyser les notions en débat sous un angle pluridisciplinaire tout en accordant une grande place aux savoirs expérientiels. Il établit un lien entre les différents acteurs de la protection de l'enfance et de l'éducation, tous concernés par cette question des droits. L'approche se veut à la fois critique et pragmatique, s'interrogeant sur la dimension capacitaire des droits des enfants. Son objectif est de **favoriser la mise en œuvre de « droits réels » en tenant compte des opinions et des besoins exprimés par les enfants et les jeunes eux-mêmes, dans une perspective de renforcement de leur pouvoir d'agir**.

Objectifs

- Comprendre les enjeux politiques, juridiques, sociaux et culturels en analysant le corpus des Droits des enfants, sa genèse historique, ses fondements idéologiques et politiques et ses évolutions récentes
- Analyser la mise en œuvre de ces droits dans les environnements professionnels
- Permettre la prise en considération de l'expression et de l'opinion des enfants et des jeunes dans la mise en œuvre de leurs droits
- Mettre en œuvre des diagnostics et des plans d'action partagés avec les acteurs, dont les jeunes et les enfants eux-mêmes, pour améliorer la mise en œuvre de leurs droits dans des environnements institutionnels différenciés
- Évaluer les changements effectifs produits par ces dispositifs de valorisation des droits

Public visé

- Éducateurs, magistrats, cadres de la protection de l'enfance
- Avocats, policiers, médiateurs familiaux
- Assistants sociaux, assistants familiaux
- animateurs socio-culturels, professionnels de l'éducation populaire
- Infirmiers, médecins, psychologues
- Enseignants du primaire et secondaire, CPE, formateurs des INSPE
- Professionnels de la petite enfance
- Autres professionnels

Conditions d'admission :

- Être titulaire d'un diplôme de niveau Bac +2
- OU à défaut, présenter lors de la candidature une expérience ou un projet professionnel en lien avec le diplôme



— Programme

Jour 1 : 7 mars 2023

Ouverture : les droits des enfants, un levier d'égalité

Benoit Van Keirsbilck, directeur de DEI-Belgique, membre du Comité des droits de l'enfant des Nations Unies
Atelier théâtre - Cie A la tombée des nues

Jour 2 : 8 mars 2023

Socio-histoire des droits des enfants dans la sphère transnationale

Joëlle Droux, Enseignante-Chercheuse en Histoire de l'Éducation
Yves Denéchère, Enseignant-Chercheur en Histoire
David Niget,
& Delphine Bruggeman

Jour 3 : 21 mars 2023

Familles, droits des enfants et institutions de protection de la jeunesse

Aurore François, Enseignante-Chercheuse en Histoire
Delphine Bruggeman

Jour 4 : 22 mars 2023

Développement, besoins fondamentaux et droits des enfants, approche clinique

Caroline Dubreil, Psychologue
Priscille Gérardin, Chef du service de pédopsychiatrie
Mickaël Dinomais, Professeur des universités, Médecine physique et de réadaptation pédiatrique

Jour 5 : 4 avril 2023

Genre, santé et sexualités dans les droits des enfants

David Niget, Enseignant-Chercheur en Histoire
Yaëlle Amselem-Mainguy, Sociologue
Émérance Dubas, Réalisatrice

Jour 6 : 5 avril 2023

Droits des enfants et inégalités sociales (droits économiques, sociaux et culturels)

Alice Sophie Sarcinelli, Maîtresse de conférences en anthropologie
David Niget,
& Delphine Bruggeman

Jour 7 : 10 mai 2023

Éducation, école et droits des enfants

Raphaël Matta-Duvignau, Enseignant-chercheur en Droit public
Olivier Haeri, Délégué général de la FESPI
David Niget,
& Delphine Bruggeman

Jour 8 : 11 mai 2023

Justice des mineurs et droits des enfants dans le système judiciaire

Hélène Acquier, Magistrate
Delphine Bourguoin, Juge des enfants

Jour 9 : 31 mai 2023

Droits capacitaires et émancipation

Olivier Blond-Rzewuski, Formateur INSPE
Léo Mathey, Directeur de Repairs & Hakim Hdoubane, formateur à l'ENPJJ
David Niget,
& Delphine Bruggeman
Théâtre - association l'Envol

Jour 10 : 1 juin 2023

Migrations et droits des enfants

Léa Jardin, Chercheuse en droit à l'ENPJJ
Lydie Déaux, Enseignante-Chercheuse en sociologie

Jour 11 : 27 juin 2023

Évaluations, bilan de la formation et construction de réseaux professionnels

David Niget,
& Delphine Bruggeman

— À noter

Organisation de la formation :

- Durée : 77 heures réparties en 11 journées thématiques, sur 5 regroupements de 2 à 3 jours + une journée finale de bilan et d'évaluation
- Calendrier : de mars à juin 2023
- Pédagogie : conférences universitaires et ateliers interactifs s'appuyant sur les représentations et l'expérience professionnelle des participants ; ateliers théâtre, études de cas, débats et mutualisation des pratiques.
- Intervenants : universitaires (historien.ne.s, sociologues, anthropologues, philosophe, juristes, psychologue), professionnel.le.s (magistrates, éducateurs, acteurs associatifs), artistes (comédiennes, réalisateur de documentaires), représentant.e.s des ONG et des institutions internationales. **Avec la participation de Benoit Van Keirsbilck, directeur de DEI-Belgique, membre du Comité des droits de l'enfant des Nations Unies.**

Modalités pratiques :

- Inscription : candidature en ligne du 15 novembre 2022 au 02 janvier 2023
- Début de la formation : mars 2023
- Nombre d'inscrits : 25 maximum
- Validation : rédaction d'un dossier professionnel élaboré tout au long de la formation et présentation à l'oral
- Coût de la formation : 1650 euros (+ droits universitaires) en formation professionnelle. 5 places réservées et financées pour des professionnels de la PJJ
- Possibilité de préparer ce DU en complément d'une formation universitaire - 150euros en formation initiale.
- Non éligible au CPF.

Visitez notre site

